

COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN AUX CAMARADES GUINÉENS

Deux années se sont écoulées depuis la disparition de **Oumar Sylla, dit Foniké Menguè**, coordinateur national du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), et de **Mamadou Billo Bah**, coordinateur de Tournons La Page Guinée.

À cette occasion, **Tournons La Page Bénin (TLP Bénin)** exprime sa profonde solidarité envers leurs familles, leurs proches, TLP Guinée, le FNDC ainsi que toutes les organisations qui, depuis deux ans, poursuivent inlassablement leur mobilisation afin que la vérité soit établie.

Selon les informations largement relayées par la presse nationale et internationale en juillet 2024, les deux défenseurs des droits humains auraient été interpellés dans la nuit du 9 juillet 2024 à Conakry par des hommes armés. Depuis lors, leurs familles vivent dans l'attente, sans réponse certaine sur leur sort, tandis que la société civile africaine demeure profondément préoccupée.

Pour TLP Bénin, cette affaire dépasse le destin de deux hommes. Elle interpelle notre conscience collective et rappelle combien la protection des défenseurs des droits humains demeure un défi majeur pour nos démocraties.

Notre mouvement est fondé sur des valeurs de **solidarité, de justice, de responsabilité, de non-violence et de respect de la dignité humaine**. Ces valeurs nous obligent à refuser que le silence, l'incertitude ou la peur deviennent une réponse face à la disparition de défenseurs des droits humains.

TLP Bénin rappelle que la disparition forcée constitue une violation grave des droits humains prohibée par le droit international et que les familles des personnes disparues ont le droit de connaître la vérité sur le sort réservé à leurs proches.

À cet égard, TLP Bénin appelle :

- à ce que toute la lumière soit faite sur les circonstances de la disparition de **Foniké Menguè** et de **Billo Bah** ;
- à la conduite d'investigations indépendantes, impartiales, diligentes et crédibles permettant d'établir les faits et, le cas échéant, les responsabilités ;
- au respect du droit des familles à être pleinement informées de l'évolution des procédures ;
- au renforcement de la protection des défenseurs des droits humains, des journalistes et des acteurs de la société civile sur l'ensemble du continent africain ;
- à une mobilisation renouvelée de la CEDEAO, de l'Union africaine, des Nations Unies ainsi que de l'ensemble des partenaires engagés en faveur des droits humains, afin que cette affaire ne sombre ni dans l'oubli ni dans l'impunité.

TLP Bénin rappelle que la protection des défenseurs des droits humains ne constitue pas seulement une obligation juridique. Elle est une condition essentielle à l'existence d'un espace civique libre, au dialogue démocratique et à la participation citoyenne. Là où les défenseurs des droits humains sont réduits au silence, c'est la démocratie elle-même qui s'affaiblit.

Nous refusons que l'oubli devienne une forme de résignation.

Nous refusons que le silence finisse par remplacer la vérité.

Nous refusons que l'engagement citoyen expose celles et ceux qui servent l'intérêt général à disparaître dans l'indifférence.

TLP Bénin réaffirme sa solidarité avec TLP Guinée, le FNDC, les familles de **Foniké Menguè** et de **Billo Bah** ainsi qu'avec toutes les victimes de disparitions forcées en Afrique.

Parce que défendre les défenseurs des droits humains, c'est défendre la démocratie elle-même.

Parce que protéger l'espace civique, c'est préserver l'avenir de nos peuples.

Parce qu'aucune famille ne devrait être condamnée à vivre dans une attente sans fin, TLP Bénin poursuivra, avec détermination et responsabilité, son engagement en faveur de la vérité, de la justice, de l'État de droit et du respect de la dignité humaine.

Deux années sans vérité sont deux années de trop.

La vérité ne doit jamais disparaître avec celles et ceux qui la défendent.

Car aucune démocratie ne peut durablement prospérer lorsque celles et ceux qui la défendent disparaissent dans le silence.

Cotonou, le 9 juillet 2026

Pour Tournons La Page Bénin,

Audrey ANIAMBOSSOU
Coordonnatrice nationale par intérim

